

Synthèse des doléances recueillies

Méthode :

Le recueil des doléances a été réalisé de manière autonome par plusieurs groupes, sur Sète (AG), Poussan (péage), Mèze (collectif) et Frontignan (cahier et marché). Nous comptabilisons de mi-décembre à fin février 182 contributions pour 305 doléances exprimées. Ce recueil est une image à un moment donné des revendications des citoyens qui se sont adressés aux Gilets Jaunes. L'âge moyen des citoyens ayant participé est de 59 ans, à prendre en compte dans l'analyse.

Ces doléances ont été retranscrites en un tableau récapitulatif disponible, et regroupées en thèmes par les membres de la commission après débats. Des synthèses et analyses ont été réalisées par thème. Ce travail a réuni 12 personnes contributrices. Il tente d'être le plus fidèle possible aux contributions reçues, dans la diversité de leurs expressions. Certaines revendications pouvant être contradictoires, cette synthèse met en valeur les orientations principales.

Classification par thèmes retenue, en fonction des doléances traitées :

- **Justice sociale (100 occurrences)** : se rapporte au travail et aux caisses de solidarités par cotisation (chômage, retraites, famille et maladie)
- **Justice fiscale (65 occurrences)** : touche à la fiscalité et à la façon dont elle est répartie (entreprises, particuliers, TVA, etc...)
- **Mise en question des modèles institutionnels (89 occurrences)** : revendications liées au modèle politique, au statut et rôle des élus.
- **Santé – éducation – environnement (31 occurrences)** : ces thèmes étant moins présents, nous les avons regroupés en un corpus qui nous semble cohérent.
- **Autres (14)** : invectives, utopie et références à l'immigration (4 doléances / 305).

Synthèse générale :

Un sentiment d'injustice s'exprime, les citoyens identifient la fiscalité et la redistribution des richesses du travail comme injustes. Côté social, sont dénoncés la faiblesse des retraites, pensions et salaires, le manque de reconnaissance des métiers précarisés. Sur le thème fiscal, un ras le bol de trop payer de charges et de taxes s'exprime de façon brute et « pour soi » dans 1/3 des doléances, en demandant plus de redistribution dans la moitié. Cela débouche sur une défiance vis-à-vis des dirigeants politiques nationaux actuels (« démission », « suppression des « privilèges » des élus »).

Les citoyens de notre territoire identifient des leviers pour faire face à cette injustice subie, et la perte de confiance entre la population et les institutions. Il y a une attente de voir rééquilibrée la fiscalité portant sur les entreprises (conservation du CICE pour les TPE et PME uniquement, taxation des GAFA, des grands groupes), les particuliers (TVA injuste, retour de l'ISF, révision de l'impôt sur le revenu). La lutte contre l'évasion fiscale est aussi identifiée. Niveau social, une exigence de voir les pensions et les salaires augmentés, la protection sociale et les services publics renforcés. Les leviers institutionnels portent sur une remise en cause du Sénat, un questionnement sur le rapport à l'Europe, et la nécessité de revoir le fonctionnement démocratique de nos institutions : l'appel au Référendum d'initiative Citoyenne apparaît 10 fois / 89, mais d'autres solutions sont imaginées, plus large avec une 6^{ème} république ou plus spécifiques (proportionnelle à l'assemblée).

Si les thèmes de la santé et de l'environnement sont moins présents, ils proposent des leviers de transformation. Un premier bloc regroupe l'appel au boycott des grandes enseignes, au consommer local, au développement de l'emploi local. Un deuxième concerne la santé au travail et liée à l'activité industrielle. Un troisième groupe est de l'ordre revendicatif plus général, rappelant à tous que le mouvement des gilets jaunes se bat pour « l'avenir de nos enfants ».